

Lois liberticides et violences policières : combattons l'autoritarisme en marche !

Du dégoût et de la révolte, voilà ce que nous avons touTEs senti devant les violences policières de ces dernières semaines. Les dernières images des exactions contre les migrantEs place de la République à Paris ou du tabassage du producteur de musique noir Michel Zecler, ont mis le feu au poudre, entraînant en particulier une large mobilisation samedi dernier dans tout le pays.

Le maintien de leur ordre à tout prix

Ce gouvernement veut accompagner la crise sociale, les nouveaux reculs qu'il veut nous faire avaler, les licenciements et les suppressions d'emploi, d'un ordre sécuritaire garantissant la bonne marche de la machine capitaliste à profits... Il entend faire taire toute contestation de sa politique, y compris en s'attaquant à la liberté de la presse, dont il aime pourtant se draper en période d'offensive islamophobe.

Depuis plusieurs semaines, sous la pression de l'extrême droite et des syndicats de police, Macron, Darmanin et leurs amis sont à l'offensive. D'abord avec la Loi de programmation de la recherche (LPR) et son article visant à pénaliser toute action revendicative dans les universités. Puis, à la faveur de l'immense émotion suite à l'horrible assassinat de Samuel Paty, avec une nouvelle loi raciste et islamophobe contre le « séparatisme ». Enfin, ils ont dégainé cette loi de « sécurité globale ». Tout cela dans le but d'accoucher d'une société basée sur une économie ultralibérale accompagnée d'un contrôle social sécuritaire.

La loi, Darmanin, Lallement... Et hop tout ça à la poubelle !

Mais après le mouvement international suite à la mort de George Floyd aux USA, les grandes mobilisations ici avant l'été contre l'impunité policière, ça ne passe pas ! Répondant à l'appel des journalistes, d'associations démocratiques ou de médias alternatifs, la mobilisation s'est amplifiée jusqu'à atteindre des centaines de milliers de personnes dans près d'une centaine de villes samedi dernier. Des manifestations massives, unitaires, jeunes, réunissant journalistes, habitantEs des quartiers populaires, militantEs syndicaux ou politiques... Au-delà de la loi de « sécurité globale », c'est bien un renforcement de l'État policier qui est massivement rejeté, et la politique de Macron — autoritaire sur sa forme et injuste sur son fond — qui est combattue.

Pour éteindre l'incendie, les représentants de la majorité annoncent une « réécriture » du seul article 24 de la loi, celui concernant la diffusion d'image des policiers (sans préciser d'ailleurs ce qu'ils souhaitent mettre à la place...). On est bien loin du compte : c'est toute la loi qui doit être abandonnée, et au vu de leurs responsabilités particulières dans la situation, le ministre de l'Intérieur Darmanin et le préfet Lallement doivent dégager aussi !

Étendre la lutte, construire les convergences

Pour transformer l'essai, la mobilisation doit continuer, et une nouvelle journée de manifestation est annoncée pour ce samedi. Pour s'étendre, il faut s'adresser aux autres secteurs qui se sont mobilisés ces dernières années, se confrontant à la violence d'État : les Gilets jaunes, la jeunesse des quartiers populaires, le mouvement social... Des ponts sont à construire, en particulier entre le rejet de cette loi de sécurité globale et le projet de loi « confortant les principes républicains » (ex-loi « séparatisme ») qui reprend d'ailleurs les principales dispositions de l'article 24.

Dans la catastrophe sociale qui vient, les capitalistes vont vouloir nous faire payer la crise au prix cher, et pour cela, le maintien de leur ordre est essentiel. Déjà les licenciements pleuvent, la précarité explose, et ce n'est qu'un début. Les convergences à construire doivent donc commencer dès ce samedi 5 décembre, en étant dans la rue contre la loi de sécurité globale et au côté des associations de chômeurEs et précaires qui vont aussi manifester dans tout le pays. Ce n'est qu'un début...

Le NPA65, Tarbes, 1^{er} décembre 2020